

gens qui ont couru sous les drapeaux et beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui dans les tranchées françaises. Comme question de simple justice, comme question de droit—parce que beaucoup de ces gens n'ont pas été au pays cinq ou dix ans mais un demi-siècle, plus longtemps que beaucoup d'entre nous n'en ont le souvenir—je demande au premier ministre et aux députés de cette Chambre d'appuyer ma simple demande qui est de faire à ces gens une place dans la société, en leur accordant leur naturalisation aussitôt que possible.

Je veux dire quelques mots au sujet d'une remarque formulée ici l'autre jour par l'honorable député de Wellington-Sud (M. Guthrie). Il a déclaré que, lors d'une assemblée patriotique tenue dans la petite ville d'Elmira, il fut l'objet d'une réception glaciale. Je crois que l'honorable député se trompe sur les sentiments qui animaient l'assemblée. Elmira est ma ville, le lieu de ma naissance, et je connais mes concitoyens aussi bien que nul au monde. Ils ne sont pas portés en ce moment aux applaudissements et au déploiement de drapeaux mais le discours patriotique que mon honorable ami a prononcé ce soir-là a dû faire une énorme impression, car le secrétaire du Fonds patriotique m'a informé aujourd'hui que la petite ville d'Elmira avait donné autant au Fonds patriotique sinon plus que n'importe quelle ville ou n'importe quel village d'Ontario. En toute justice pour ma ville natale, je crois qu'il est bien juste que je fasse cette remarque au sujet de ce qui a été affirmé ici par le député de Wellington-Sud. Je suis profondément convaincu qu'il s'est trompé quant au sentiment qui existe à cet endroit.

J'ai placé ma requête devant le premier ministre et les honorables députés de cette Chambre; je sens que, si elle m'est accordée, le pays en profitera. Nous ne devons pas oublier, monsieur l'Orateur, que ce pays est cosmopolite. Nous avons invité ces gens à venir ici et à devenir citoyens du Canada; ils ont accepté l'invitation. Ils sont ici, ils possèdent des propriétés; ils ont tenté d'établir et de fonder une partie du pays, ils y ont magnifiquement réussi. J'espère conséquemment que le premier ministre verra jour à faire droit à ces populations et je puis l'assurer que son acte sera hautement apprécié. Permettez-moi de vous lire un extrait du "Detroit News" publié il y a quelques

[M. W. G. Weichel.]

jours. Il y est question de la situation de l'autre côté de la frontière, et cette situation, à mon avis, est pour ainsi dire, celle qui existe ici, car la population des Etats-Unis est encore plus cosmopolite que la nôtre. Le "Detroit News" dit:—

Malgré tout ce qui s'est produit durant les trois dernières années, nous devrions commencer à reprendre notre équilibre, en donnant notre confiance et en nous efforçant de prouver à nos amis canadiens et à nos concitoyens d'origine allemande que la démocratie n'est pas qu'un vain mot. Elle repose sur un profond sentiment de fraternité humaine, quelle que soit son origine; elle signifie à sa source même la justice et la loyauté; elle est synonyme de sympathie et d'amour pour ceux qui souffrent d'aide et de service mutuels; elle veut dire le raffermissement et la création de liens indissolubles d'amitié et l'éloignement des doutes et de la crainte. Une vraie démocratie est un royaume où chacun peut et doit faire sa quote-part pour le bien commun et orienter tous ses efforts vers le progrès de la nation, ce qui, en réalité, rend notre prochain plus sage, plus fort et meilleur, en rendant chaque citoyen plus fort, nous créons une nation si puissante pour le droit que la force ne trouvera plus sa place dans notre existence nationale.

Quand l'exemption du service militaire est accordée à celui qui s'oppose au service pour des motifs de conscience, il perd son droit de vote durant la période des élections de guerre. Dans mon comté il y a beaucoup de ces gens qu'on nomme mennonites. J'ai vécu parmi eux toute ma vie et je puis attester l'honnêteté de leurs intentions comme l'intégrité de leur caractère. Ils craignent Dieu et leur religion leur interdit de porter les armes. Je puis dire en toute conscience que leur vie est conforme à leurs principes et beaucoup de leurs éminents citoyens m'ont dit leur désir de ne pas prendre part aux élections en temps de guerre.

En dernier lieu j'espère que le premier ministre voudra bien faire une déclaration au sujet de la requête que j'ai placée devant la Chambre et devant le pays.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Comme mon honorable ami de Waterloo-Nord (M. Weichel) m'a fait un appel direct au cours des remarques qu'il a présentées à cette Chambre, il convient que je déclare ce que sera la politique du Gouvernement dans les questions de ce genre. Le secrétaire d'Etat a traité la question l'autre soir et je ne saurais ajouter grand'chose à ce qu'il a dit.

Je souscris aux observations formulées par l'honorable député de Waterloo-Nord au sujet des services rendus au pays par les citoyens auxquels il a fait allusion. On le sait, il n'existe pas de villes ou de villages plus prospères, plus progressistes et plus